

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DU TARN

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE L'ALBIGEOIS

ARRÊTÉ N° ARR2017_048

Objet : Délégation de fonctions à monsieur Michel FRANQUES, troisième conseiller communautaire membre du bureau

La présidente de la communauté d'agglomération de l'Albigeois,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L5211-9,

VU les statuts de la communauté d'agglomération de l'Albigeois,

VU les délibérations du conseil communautaire du 15 avril 2014 fixant la composition du bureau communautaire et les indemnités du président, des vice-présidents et des délégataires de fonctions,

VU le procès verbal d'élection de la séance du conseil communautaire en date du 28 septembre 2017 au cours de laquelle ont été élus la présidente, les vice-présidents et les membres du bureau,

ARRÊTE

Article 1 : champ de la délégation

Madame Stéphanie GUIRAUD-CHAUMEIL, présidente de la communauté d'agglomération de l'Albigeois, donne sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de fonctions à monsieur Michel FRANQUES, en qualité de troisième conseiller communautaire membre du Bureau, pour les champs de compétence ci-après définis :

- Politique de la ville,
- Prévention de la délinquance,
- Dispositifs d'insertion par l'économie,
- Équipements aquatiques.

Article 2 : délégation de signature

Délégation permanente est donnée à monsieur Michel FRANQUES, à l'effet de signer, au nom de la présidente et dans le respect des attributions confiées par le conseil communautaire, les actes, courriers et engagements comptables afférents aux fonctions définies à l'article 1 à l'exception des marchés publics.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DU TARN

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE L'ALBIGEOIS

Article 3 : indemnités de fonction

Monsieur Michel FRANQUES percevra l'indemnité de fonction fixée par délibération du conseil communautaire.

Article 4 : abrogation

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté du 23 avril 2014 portant délégation de fonctions à monsieur Michel FRANQUES lequel est abrogé.

Article 5: exécution

Madame la directrice générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter sa notification.

Fait à Saint-Juéry, le

Stéphanie GUIRAUD-CHAUMEIL